

GROUPE DU PORTE-PAROLE

Priorité P - 1

remis au telex à 13 H 30

432

Note BIO (77) 32 aux Bureaux nationaux  
c.c. aux membres du Groupe et à MM. les Directeurs généraux I et X et M. Christensen  
DG VIII

I. - REUNION DE LA COMMISSION DU 26 JANVIER 1977

Au cours de sa conférence de presse, le Porte-Parole a rendu compte des travaux de la Commission, comme suit :

1) Discours-programme

La Commission a discuté dans ses grandes lignes le discours-programme que le Président fera le 8 février devant le Parlement européen, ainsi que le mémorandum complémentaire qui sera soumis en même temps et dans lequel la Commission donnera des informations plus détaillées sur ses propositions et son programme de travail pour l'année.

2) Pêche

La Commission a discuté un rapport de M. Gundelach au sujet des problèmes encore existants sur la question de la notification aux pays tiers de la décision du Conseil de ministres au sujet du contrôle de leurs activités de pêche.

3) Portugal

La Commission a également tenu une discussion d'ordre général sur la préparation de la session du Conseil de ministres du 8 février en ce qui concerne les relations Communauté/Portugal, dans la perspective de la visite du Premier Ministre Soares dans les neuf capitales européennes et à la Commission entre la mi-février et la mi-mars.

La Commission a convenu que pour préparer les futures rencontres avec le Premier Ministre du Portugal, il était nécessaire d'avoir un rapport englobant tous les aspects que les relations futures avec le Portugal pourront comprendre.

4) Agriculture

Enfin, la Commission a de manière générale, discuté les grandes lignes de ses propositions sur les prix agricoles. L'élément principal de cette discussion peut être résumé comme suit :

La ligne à adopter serait celle d'une approche équilibrée qui, tout en prenant en considération la nécessité de combattre l'inflation ne perdrait pas de vue l'intérêt des consommateurs et des producteurs. Les propositions doivent également se baser sur les perspectives d'avenir des marchés, en tenant compte des surplus structurels. Dans le cas du surplus dans le secteur du lait, la Commission a déjà présenté des propositions sur ce point et éventuellement un certain nombre de ces propositions pourraient être revues. La Commission a souligné la nécessité de faire des progrès sur les propositions déjà faites au sujet des montants compensatoires agricoles.

La Commission a également souligné sa détermination de considérer de manière cohérente les propositions qui pourraient être faites sur des problèmes structurels et régionaux de la politique agricole commune.

La Commission tiendra une réunion spéciale consacrée aux problèmes agricoles, le vendredi 11 février.

./.

5) Coopération politique

Le Président Jenkins et le vice-président Haferkamp assisteront à la réunion ministérielle à Londres, le 31 janvier, au titre de la coopération politique.

II. DIVERS Only for the London Office

We published today an IP 15 on the concentration JOHNSON & FIRTH BROWN Ltd/ DUNFORD & ELLIOTT LTD. In the meantime a new feature appeared, which we explained at our daily press meeting today as follows :

1. Yesterday the "conglomerate" Lonrho group made a counter-bid for Dunford & Elliott which is supported by the Directors of Dunford & Elliott (D & E).
2. The Commission's position is that it has authorized Johnson & Firth Brown (JFB) to acquire D & E, but this does not mean that JFB is bound to acquire D & E.
3. Lonrho, unlike JFB, is not a steel producer within the terms of the ECSC Treaty. Lonrho is a consumer of steel, but a merger between Lonrho and D & E would probably be exempted from the requirement of prior authorization by the Commission. Subject to examination, such a merger would not appear to have any effect on competition in the steel market.

Amitiés

R. RUGGIERO

